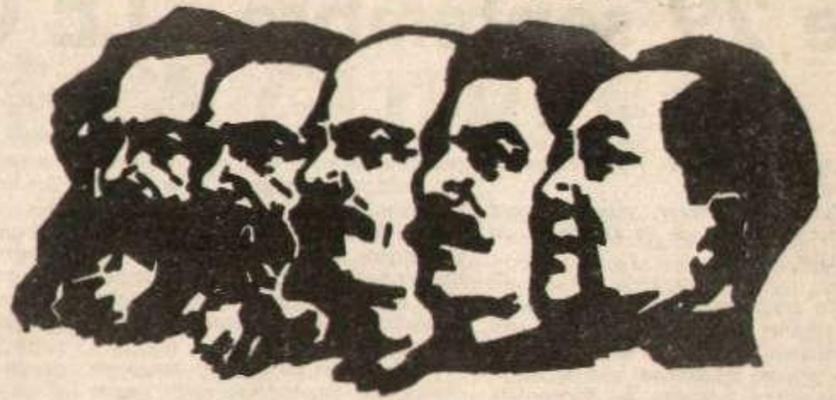


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez - vous !

organe central du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

N°167 - 22 Sept 1975 / BP 161 - 75864 - PARIS - cedex 18 - CCP Front Rouge 31.191.14 la Source

2 F

espagne

TOUS DEBOUT POUR SAUVER LES 11 CONDAMNES

ESPAGNE : Depuis 1936, pour les peuples d'Europe, ce nom est synonyme de souffrance et d'espoir, synonyme aussi de solidarité internationaliste.

ESPAGNE : En 1975, trente-cinq ans après avoir écrasé le peuple espagnol, le régime espagnol, le régime fasciste tremble sur ses bases devant la nouvelle montée révolutionnaire des masses. Grève, manifestation : ces mots, que des années durant on n'osait même plus prononcer en public, voilà que les peuples d'Espagne en font aujourd'hui une réalité de tous les jours. Voilà que les fusils de la garde civile, les tortures de la Direction Générale de la Sécurité, ne peuvent plus faire courber la tête à un peuple désormais debout. Au prix de mille souffrances, les masses populaires se lancent à l'assaut du régime franquiste.

Sur le point d'être balayés, les criminels recourent à la seule méthode qu'ils connaissent : au crime. Onze militants, huit camara-

des du FRAP (Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriotique), trois de l'ETA (basque), sont aujourd'hui condamnés à mort. Procédures d'exception, de « super-exception », aveux arrachés sous des tortures ignobles et rétractés devant le tribunal : tous les moyens sont bons pour préparer les assassinats. Le monstre veut du sang. A tout prix. Et, parmi les cinq victimes qu'il a désignées, figurent deux femmes enceintes.

Mais la terreur, politiquement, n'est pas aveugle. Franco condamne à mort des militants du FRAP, de l'ETA, des révolutionnaires. Il n'hésite pas à faire tirer sur les manifestations de masse (deux morts cette semaine). Quant aux politiciens bourgeois qui, déjà, préparent entre eux la succession, leurs jours ne sont pas en danger. Au premier rang, Santiago Carrillo, dirigeant du parti révisionniste espagnol. C'est une revue améri-

caine qu'il vient de choisir pour donner son point de vue : « Je vois l'avenir de l'Espagne comme une démocratie de type occidental ». Il voit la continuation de l'oppression du peuple espagnol par les mêmes classes qui lui ont fait subir des années de fascisme, et ne propose en somme que quelques adoucissements. Est-ce pour cela que les peuples d'Espagne ont, des années durant, versé leur sang ? Pour un régime où, comme à la manifestation de samedi à Paris, on réduirait au silence ceux que Franco assassiné aujourd'hui ?

Non, et tel est bien le sens de la solidarité active qu'il nous appartient à tous de développer aujourd'hui ; cette solidarité va au combat révolutionnaire du peuple espagnol, pas aux manœuvres de « succession » qui se déroulent en coulisse.

Cette solidarité est urgente. Elle commence à se manifester. Elle doit prendre une ampleur encore beaucoup plus grande.

Cette solidarité doit prendre pour exemple le combat héroïque des brigades internationales, quand le prolétariat d'Europe et du monde entier envoyait les meilleurs de ses fils combattre en frères d'armes aux côtés des peuples d'Espagne.

ESPAGNE : Demain, ce nom doit signifier pour nous victoire du peuple. Aujourd'hui, toutes les énergies doivent se tendre pour arracher au bourreau les huit du FRAP, les trois de l'ETA. Et, de la sorte, la victoire des peuples d'Espagne sera notre revanche à tous.

Jean LERMET

lundi 29 septembre

LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE

dans
chaque kiosque

sommaire

Vengeance pour Mohamed Diab P.3

La classe ouvrière se prépare à l'offensive P.4-5

Le Comité Central du PCF : un constat d'échec pour les révisionnistes P.6

LIBAN : à qui profite la guerre ? P.7

ESPAGNE : la solidarité se développe P.8

REVOLTANT, tel est le titre de l'édition parisienne de l'Humanité Dimanche qui rend compte, à sa façon, des incidents au début de la manifestation de Paris, samedi. Et de s'indigner que « des groupes gauchistes, brandissant le drapeau du FRAP » aient « tenté de bloquer une manifestation organisée pour sauver la vie de onze militants espagnols ».

REVOLTANT, en effet, ce qui s'est passé dans la réalité. Alors que les militants du FRAP, avec l'aide de leurs amis français dont notre Parti, avaient pris au départ la tête de la manifestation, le tristement célèbre service d'ordre du PCF est encore intervenu. Avec la collaboration active de la police, il a scindé en deux la manifestation. Il a empêché des milliers de manifestants qu'il bloquait derrière lui de manifester derrière les portraits des onze condamnés, les a contraints à prendre un autre chemin, estimant sans doute que les caciques de « l'union de la gauche » constituaient un meilleur premier rang.

Huit des onze militants condamnés sont membres du FRAP ; l'honneur d'ouvrir le cortège revenait sans conteste à ceux qui refusent d'avoir à pleurer, demain, huit de leurs camarades. Tel n'est pas le point de vue du PCF : ceux que Franco condamne à mort, il prétend les réduire au silence.

Dans une semaine, *Front Rouge* ne paraîtra plus.

Dans une semaine, vous trouverez dans votre kiosque *le Quotidien du Peuple*.

Ce quotidien, il n'a jamais existé dans notre pays. Ce quotidien, ce sera celui de la classe ouvrière. Ce sera celui de tous les travailleurs, soumis quotidiennement à toutes les formes de l'exploitation capitaliste.

Regardez vos quotidiens habituels, qu'ils soient de droite ou de « gauche », qu'ils prétendent vous informer objectivement, ou « défendre » les travailleurs. Quelle place accordent-ils à nos problèmes, nos espoirs ?

Pour eux, nos luttes par lesquelles nous arrachons aux capitalistes les moyens de vivre, dans lesquelles nous voyons la possibilité d'une autre vie, c'est la « rubrique sociale », où ne passe que le point de vue du patron, ou de ceux qui n'aspirent qu'à les remplacer. Pour eux, les crimes du Capital, les 42 morts de la mine de Liévin, ce ne sont, perdus dans les faits divers, que des « accidents » du travail, dont on ne parle que lorsque l'on ne peut faire autrement, pour mieux les faire oublier. Pour eux, la

politique, ce sont les ronds de jambe des politiciens bourgeois, qu'ils soient de droite, ou de « gauche ». Pour eux, la lutte de nos frères de combat dans le monde, combattants Palestiniens, Vietnamiens, ou Africains, ce n'est que sujet de titres à sensation, à articles injurieux, quand ce n'est pas le silence complet.

Le Quotidien du Peuple tranchera complètement sur toute cette presse entretenue par la classe qui nous exploite.

Chez les travailleurs de notre pays existe un immense potentiel de révolte, de réflexion et d'imaginaire. Et c'est dans *le Quotidien du Peuple*, que, chaque jour, cette force s'exprimera, se transformera en force agissante, pour la Révolution.

Dès ses premiers numéros, *le Quotidien du Peuple* sera le lieu du débat. La situation au Portugal, au sujet de laquelle tant de travailleurs se posent des questions, sera l'un des premiers. Qui détient le pouvoir dans ce pays, quelle expérience les travailleurs portugais ont fait de la présence des révisionnistes dans l'appareil d'Etat... ?

Plus de vingt usines sont aujourd'hui occupées dans notre pays. Voilà qui

tranche avec les rentrées précédentes. Ces luttes ont une signification politique, confirmant l'offensive ouvrière engagée avant les congés, confirmant le rejet de la politique de crise de la bourgeoisie par un nombre croissant de travailleurs. Dans le même temps, bien des questions se posent : comment généraliser ces luttes ! peut-on construire un mouvement d'ensemble ! C'est le débat, la confrontation des idées des travailleurs qui les résoudra. Ce débat, *le Quotidien du Peuple* en sera le lieu. Nous débattons aussi des aspirations propres à chaque région de notre pays. Camarades Corses, Bretons, Basques, exploités à la fois dans votre travail et dans votre identité culturelle, vous aurez la parole dans *le Quotidien du Peuple*.

Bien d'autres débats auront lieu, dans un même but : faire converger toutes les forces de notre pays contre nos exploités, vers le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans.

Le Quotidien du Peuple, ce sera aussi cet instrument indispensable pour construire ce Parti que réclament tous les travailleurs conscients, ce Parti de type nouveau qui dirigera la classe ouvrière et ses alliés vers une nouvelle vie, vers le Socialisme.

avec la section luttes ouvrières

« Aujourd'hui, un mois à peine après la rentrée, on a déjà une vingtaine d'usines occupées. Le cas n'est pas rare où le jour même ou le lendemain de la rentrée les gars se sont mis en grève, ont occupé les locaux... etc... Alors bien sûr, couvrir ces luttes et toutes celles qui ne manqueront pas de se dérouler dans les mois à venir, ce sera le travail de la section ».

C'est Pierre Morel qui parle ; il animera la section luttes ouvrières dans *le Quotidien du Peuple*.

« Et ce n'est pas le travail qui va manquer. Renault, Usinor, Chausson... ce sont les luttes qui ont marqué le premier semestre de cette année. Elles ont montré que malgré le chantage à la crise, la menace du chômage, les fins de mois qui se font de plus en plus difficiles... il était possible de lutter, de passer à l'offensive contre les capitalistes ».

Les reportages, les interviews, les tables rondes avec les travailleurs en lutte, ce sera notre travail quotidien. Mais ce n'est pas suffisant. Sans liens directs, étroits avec tous les camarades qui se battent dans les usines, sans correspondants dans les lieux mêmes où l'exploitation capitaliste se fait la plus dure, le quotidien ne serait pas ce qu'il doit être : LE QUOTIDIEN DU PEUPLE.

Je prends un exemple. Cette semaine, nous avons reçu dans notre courrier une lettre d'un camarade de la S.A.R. (Société des Aciéries de Russange). Il nous fait le compte-rendu de la « visite » d'un dirigeant du PCF à son usine et apporte par là des éléments très intéressants sur la collaboration de classe prônée par les révisionnistes. Et bien cette lettre, cette information, seuls les camarades de la S.A.R. pouvaient nous la faire parvenir. Et chaque jour, c'est des dizaines de faits comme celui-là ou d'autres dont les travailleurs sont les seuls témoins. Ces faits, il faut qu'ils figurent dans *le Quotidien du Peuple*.

Notre principe, c'est que chaque lecteur, chaque travailleur peut être correspondant du quotidien.

C'est cela qui permettra d'échanger les points de vue, de

confronter les expériences, de voir aussi quelles sont les difficultés rencontrées à tel ou tel moment, les obstacles à surmonter. Ainsi, nous pourrions tirer des leçons, faire avec les travailleurs le bilan de leurs luttes, tirer les acquis positifs donner un point de vue d'ensemble ».

Cela aussi, ce sera une tâche importante de notre section. Qu'est-ce qu'il y a de nouveau dans les luttes aujourd'hui ? Lip, PTT, Usinor, Chausson... comment le révisionnisme a-t-il été affronté, combattu ? Une victoire par usine est-elle possible dans la situation actuelle ? Quels sont les idées, les points de vue qui y font obstacle ? Eh bien, toutes ces questions, il faudra en débattre. Et ce débat devra permettre de transformer la méfiance, le dégoût, l'hostilité vis-à-vis du révisionnisme qui existe déjà dans la classe ouvrière, en une volonté consciente de le combattre pied à pied. Car c'est bien là l'obstacle principal que nous avons à surmonter aujourd'hui.

Un autre aspect qui est important, c'est la manière dont on écrit, dont on rend compte des luttes, de la vie. Je pense par exemple que dans le cas d'un article sur une lutte à Usinor-Dunkerque, le travailleur de Fos qui lit le journal souhaite y voir, non seulement un compte-rendu de la lutte, une description fidèle des conditions de travail, etc... mais aussi tout ce qui fait qu'être acieriste à Dunkerque, habiter le Nord, c'est différent de travailler, d'habiter à Fos.

Enfin, notre section traitera des questions syndicales. On donnera donc largement la parole aux syndicalistes révolutionnaires, à tous ceux qui se battent contre le révisionnisme et le réformisme à l'intérieur de nos syndicats.

Voilà ce que l'on peut dire à une semaine du jour J. Ce sur quoi j'insiste encore une fois, c'est sur les multiples liens qui ne manqueront pas de s'établir avec les lecteurs. Il faut vraiment que la section luttes soit leur section, sinon ce n'est pas la peine. C'est pourquoi nous attachons au courrier une si grande importance.

Le travail de la section, c'est comme cela que nous le voyons, mais là aussi nous attendons les suggestions, les critiques de tous les lecteurs, »

courrier des lecteurs

On pourrait faire, dans *le Quotidien*, une ou des rubriques régulières qui, tout en exprimant le point de vue marxiste-léniniste, aideraient les travailleurs pour des problèmes qu'habituellement ils affrontent seuls. Par exemple, on pourrait répondre à des questions sur la législation du travail, ce qui permettrait en même temps d'en dénoncer le caractère de classe.

C.H. Rouen

Nous sommes d'ex-militants de l'ancienne Cause du Peuple, et nous avons, donc, une expérience négative en la matière.

Nous espérons le plein succès de votre projet. Votre expérience est et pourra être d'autant plus intéressante que le débat entre les Marxistes-Léninistes s'engage... Il faudra que le

journal soit disponible en kiosques.

Nous pourrions vous aider en vous envoyant des informations sur les luttes en cours ici.

Nous vous souhaitons plein succès et attendons les premiers numéros pour nous engager à vous soutenir.

B. Pau

Je propose mes services au nouveau quotidien. J'occupe un poste « clef » à l'heure actuelle dans un service ASSEDIC, et je suis au courant de beaucoup de chiffres et de faits sur le chômage (...). J'espère que des personnes comme moi se réclament du courant révolutionnaire pourront vous communiquer leurs connaissances et leur avis sur une situation bien connue d'elles, en l'occurrence pour moi, le chômage.

V.J. Paris

En ce qui concerne la bataille du Quotidien, je suis d'avis, comme le demandait un lecteur dans le numéro du 12 juillet, d'associer les membres du Parti et les sympathisants dans un même effort de propagande. C'est pourquoi, je demande aux lecteurs qui achètent le journal de prendre contact avec la cellule la plus proche de chez eux pour s'associer tous ensemble et nombreux à la « publicité » de notre quotidien.

Un camarade de la cellule de Douai

Le Quotidien du Peuple sort dans une semaine. Une nouvelle enthousiasmante. Tous les domaines vont pouvoir être abordés (critiques littéraires, de cinéma, échanges d'expériences, débats...). Nous allons vous envoyer deux expériences réalisées sur le front culturel.

D.B. Le Havre

EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS

Pour que « *Le Quotidien du Peuple* » soit cette arme dont nous avons besoin dans notre combat de chaque jour, pour que « *Le Quotidien du Peuple* » paraisse dans les délais et que sa parution soit ensuite régulière, nous aurons à mener une bataille quotidienne contre tous les obstacles que la bourgeoisie dressera contre lui. Nous le savons, l'un de ces obstacles, c'est celui des finances.

Pour paraître et se développer, « *Le Quotidien du Peuple* » a besoin de l'aide de tous ceux qui connaissent et soutiennent sa sortie.

La première souscription de 25 millions a été gagnée. Elle a permis l'achat d'une partie du matériel nécessaire. Depuis juin une seconde souscription de 50 millions est engagée, déjà 6 millions ont été rassemblés. La bataille est engagée, nous devons la poursuivre avec acharnement, nous la gagnerons.

Chacun peut contribuer au succès du quotidien dans la mesure de ses moyens, aussi modestes soient-ils, car c'est du peuple que « *Le Quotidien* » pulse ses ressources. Chacun peut non seulement souscrire, mais faire souscrire autour de lui en faisant connaître le projet du journal.

SOUSCRIVEZ, ABONNEZ-VOUS, COLLECTEZ AUTOUR DE VOUS.

NOUS GAGNERONS LA BATAILLE DES 50 MILLIONS POUR « LE QUOTIDIEN ».

appel aux lecteurs

Dans une semaine, vous aurez entre les mains *le Quotidien du Peuple*.

A la qualité des propositions de collaboration qui nous arrivent, venant de lecteurs même isolés, on voit que ce journal, c'est déjà votre journal. L'équipe de rédaction est en grande partie constituée. Mais les informations dont elle a besoin dans tel ou tel domaine, c'est vous qui les avez !

Vous les avez par vos connaissances particulières, par votre travail, vos responsabilités dans le syndicat, et tout simplement, votre expérience, et elle vaut mieux que bien des livres. *Le Quotidien du Peuple* va ainsi permettre de rassembler et d'utiliser pour la Révolution le savoir accumulé par des milliers de travailleurs. Qui camarades, continuez à nous écrire, comme cette lectrice, syndicaliste, employée à l'ASSEDIC qui propose de communiquer les informations qu'elle possède sur le chômage. *Le Quotidien du Peuple* est entre vos mains.

Ces informations, vous les avez parce que vous êtes dans la lutte. Chaque jour vous êtes témoin de faits d'oppression : un accident du travail, licenciement, expulsion... Au travail, dans votre quartier tous les jours vous discutez de la situation politique, vous voyez quelles sont les préoccupations

des travailleurs, leur appréciation, leurs aspirations... Actuellement le PCF mène campagne dans les entreprises, on voit des députés révisionnistes intervenir dans les usines. Comment se passent ces interventions ? Quels points de leur propagande portent encore ? Lesquels sont combattus ? Comment réagissent les travailleurs ? Comment riposter ? Sur tout ce qui fait la vie quotidienne des travailleurs, leurs luttes, leurs réactions à la propagande de la bourgeoisie, *le Quotidien du Peuple* est entre vos mains. Et pas seulement parce qu'il sera fait de vos informations, mais surtout parce qu'il sera fait de votre participation active et incessante aux débats permanents ouverts par chaque article.

Alors à une semaine de notre Quotidien, intensifions la propagande pour le faire connaître partout où il a sa place : partout dans les entreprises et les quartiers populaires, les affiches, les bandeaux et les auto-collants doivent annoncer la sortie du Quotidien du Peuple ! Là aussi envoyez vos propositions et vos suggestions. Partout des réseaux de diffusion et de correspondants doivent s'étendre. Faites nous part de votre expérience. Parce que la bataille pour *le Quotidien du Peuple* est entre vos mains, nous la gagnerons !

Abonnement

Nom

Profession

Adresse

- 1 an : 250 F
- 3 mois : 80 F
- 6 mois : 150 F
- 1 mois : 30 F

Envoyez au « *Quotidien du Peuple* » B.P. 225
75924 Paris Cedex 19

Je vous envoie ce mot d'abord pour vous encourager, ensuite pour vous donner un point de vue. Pour moi, ce Quotidien porte beaucoup d'espoirs.

J'espère en la parution d'un véritable quotidien populaire et communiste. Pour cela, il faudra qu'il soit formateur agréable et passionnant, et que toutes les différentes faces de la vie quotidienne du peuple soient abordées (...)

Enfin, pour moi qui suis travailleur dans l'institution psychiatrique, j'espère voir s'ouvrir un front de lutte contre cette institution.

J.L. Wambrechies

Les camarades de Grenoble ont réalisé un numéro de lancement régional du Quotidien du Peuple. Voici ce qu'ils nous écrivent :

Les camarades de la Sescocem en ont vendu dans leur atelier. Les ouvrières leur ont dit : « si le quotidien, c'est ça, on le lira ». D'autre part, cette diffusion a provoqué beaucoup de discussions, en particulier sur ce qui s'est passé à la cité « Mistrals ». Une ouvrière qui avait peur des bandes de jeunes de la cité a accepté de participer à une table ronde que nous organisons, dimanche après-midi, sur la question, à la cité.

Correspondant Grenoble

le procès de Versailles

VENGEANCE POUR MOHAMED DIAB !

29 novembre 1972. L'ouvrier algérien Mohamed Diab est abattu d'une rafale de mitraillette par le brigadier Marquet, dans le commissariat de Versailles. 1972, les travailleurs immigrés luttent contre la circulaire Fontanet, loi de répression contre l'immigration, et de division de la classe ouvrière. 1972, les attentats racistes se multiplient. On ne trouve jamais les coupables.

16 décembre 1972. Des milliers de manifestants se rassemblent au métro Bonne Nouvelle. Parmi eux, de nombreux travailleurs immigrés, venus protester contre les crimes racistes; les manifestants se défendent. Il y aura 170 arrestations. Dans les quartiers immigrés, à la Goutte d'or, la solidarité se développe : des collectes sont organisées pour la famille de Diab. Sous la pression de cette mobilisation, Marquet, plusieurs mois après le meurtre, est inculpé.

18 septembre 1975. La volonté de vengeance des camarades de Mohamed reste. Certains témoins sont introuvables, les souvenirs des policiers se sont «estompés», le procès s'ouvre, en correctionnelle ! D'après la loi, les meurtriers sont jugés en assises, et risquent des peines bien plus lourdes. Pour le procureur, la seule faute de Marquet est de ne pas avoir utilisé son arme réglementaire : le pistolet. Le juge se moque de policiers si grossiers et si maladroits. Mais dans le fond, tous deux cherchent à cacher la vérité : l'assassinat de Diab, c'est un crime raciste, commis en même temps que beaucoup d'autres, lors d'une campagne raciste, bien orchestrée par la bourgeoisie, seule responsable.



La manifestation de protestation à Bonne Nouvelle en 1972.

Vendredi matin. Il commence à y avoir du monde, dans la salle d'audience de la 7ème chambre correctionnelle du tribunal de Versailles. Des jeunes, quelques travailleurs immigrés, beaucoup de policiers en civil. Une telle affluence est rare, en correctionnelle, où, d'après la loi, en cas de mort d'homme, ne sont jugés que les homicides «involontaires», par exemple, les automobilistes imprudents.

Aujourd'hui, c'est un assassin à mitraillette qui est jugé. Seulement, voilà : l'assassin est un policier, et la victime : un ouvrier algérien. Pour la «Justice», cela change tout.

Audition des témoins.

Le président : «Cerossi (c'est un inspecteur, présent au commissariat lors du meurtre), réfléchissez bien à ma question : à votre avis, est-ce que Rousseau (policier qui a reçu Madame Diab et sa sœur) parle arabe?»

Cerossi : «Oui, j'en ai l'impression, Monsieur le président.»

Maitre Halimi (avocate de Mme Diab) : «Pourrait-on poser la question à Rousseau lui-même?» - Brouhaha dans la salle.

La question est délicate pour Rousseau, lui qui, déjà entendu comme témoin, prétendait ne pas avoir été informé que Mohamed était malade. Les policiers, chargés de surveiller la salle d'audience, entourent la porte. Rousseau est dans le couloir. Ils lui font signe de s'en aller. L'huissier explique au président que Rousseau n'est plus là.

Un jeune avocat : «Mais je l'ai vu dans le couloir!»

Le procureur : «Mais puisqu'on vous dit qu'il n'est plus là!»

Le président : «Bon, bon! Ne nous éternisons pas sur cette affaire.»

Rousseau ne sera pas interrogé. Le fait est mineur, son interrogatoire n'aurait pas changé le cours du procès, mais il témoigne des conditions dans lesquelles il se déroule. Le frère de Mohamed nous disait qu'il avait compté 25 policiers en civil dans la salle, en permanence. Ils

sont là en «service commandé» (l'un d'eux disait : «Le chef m'a dit qu'on remet ça demain matin»), spectateurs pas tout à fait passifs. Quoi de plus facile pour eux que d'aller informer les policiers appelés à témoigner, sur ce qui vient de se dire, dans la salle d'audience.

Cela fait trois ans que tout se déroule ainsi. Voilà ce que déclarait Me Halimi en début d'audience. «On ne fera croire à personne qu'il a fallu trois ans pour mener cette instruction. Tout était combiné d'avance. La police a fait des progrès dans l'art de la mise en scène comme dans celui de rédiger des procès verbaux - surtout quand il s'agit de ses propres préposés. On suit les falsifications à la trace. Des témoins qui - au



lendemain du meurtre - avaient fait des dépositions sévères pour le policier, ont modifié leur thèse, quelques mois plus tard. La police est d'ailleurs bien aidée par le procureur qui adopte la thèse policière, alors que son rôle aurait dû d'être à nos côtés pour punir le criminel.» Comme le disait un jeune avocat : «Le procureur Moyal a très bien compris son rôle. Défendre l'état, en l'occurrence, ce n'est pas accuser le criminel, c'est défendre la police.»

Et pourtant, les faits, contre lesquels les déclarations contradictoires des policiers ne peuvent rien, sont clairs, accablants. Voilà le témoignage de

Fatna, sœur de Mohamed, fait en 1972 : «Mohamed était venu voir sa mère malade à l'hôpital. Il souffrait de troubles nerveux et, bouleversé par l'état de la mère, s'est fortement énervé. C'est à ce moment qu'on nous a prévenus. L'infirmière-chef a fait appeler la police. A notre arrivée, ils le gardaient déjà. Ils m'ont dit qu'ils allaient l'emmener au poste pour voir s'il était ivre. Nous y sommes allés à pied. Quand nous sommes arrivés, on lui avait fait enlever ses chaussures, et Marquet, celui qui l'a tué, lui disait : «Ramasse tes affaires, espèce de sale dégueulasse.»

Je leur ai dit qu'il était malade. Ils l'ont mis les mains au mur et ont commencé à le fouiller en le frappant. Là, mon frère s'est énervé, il a pris une chaise et il y a eu de la bagarre. On nous a mis dehors, mais nous avons vu par la fenêtre. Marquet a été prendre la mitraillette dans l'armoire. Mohamed s'est assis et a commencé à remettre ses chaussettes. Marquet a crié : «Je te tue, sale race, je te tue.» Mohamed s'est levé et Marquet a tiré. Il était à trois mètres de lui.»

Par la suite, Marquet a prétendu que Mohamed avait empoigné la bretelle de la mitraillette et qu'il y avait eu corps à corps à plusieurs reprises. Vendredi, cette thèse s'écroule : le témoignage d'un inspecteur confirme celui de Fatna.

UN CRIME RACISTE

A suivre les débats du procès, on a de la peine à croire que c'est de cela qu'il s'agit : un meurtre raciste qui en suivait bien d'autres : Djellali Ben Ali à Paris, Boudjema dans un train, Yahioni et Areski dans les rues de Lyon, Ben Tahar...

Le président du tribunal véritable petit roi au milieu de sa cour, ne veut pas laisser descendre le débat «aussi bas». On ne va tout de même pas parler de racisme entre gens bien élevés, et surtout devant tous ces étrangers! Aussi, pour demander à Mme Diab quelles injures avaient été lancées

contre son mari, s'entoure-t-il de bien des précautions oratoires :

Le président : «Pouvez-vous, madame, par le truchement de votre interprète, nous rapporter les propos échangés entre votre mari et les gardiens?»

L'interprète, visiblement terrorisé à l'idée de déplaire à un personnage si important, traduit. Maître Abdallah, venu d'Alger pour soutenir Mme Diab fera remarquer à plusieurs reprises les déficiences de la traduction. Mme Diab, comprenant mal la question, répond : «Ils ont dit : ici, on ne parle pas l'Arabe...» Réponse qui permet vraiment de mettre en doute la traduction. Sourire de satisfaction chez le président qui regarde la veuve d'un air légèrement amusé :

«Tout cela n'est tout de même pas bien méchant.»

Et pourtant, Mr le président, si vous aviez eu l'oreille un peu plus fine, ou un peu plus attentif! Dans les rangs des flics spectateurs, la bave coule, la haine de l'Arabe, de l'ouvrier éclate : «Tous des menteurs, sale race, moins que rien! Et dire qu'on s'est battu pour eux (sic) en Algérie! A ce moment, ils ne levaient pas la tête...»

Cela rappelle des souvenirs à un ami de Mohamed, en France depuis 47, de durs souvenirs. Il se souvient bien de l'Hôtel de Noailles, le commissariat de Versailles : «tu la vois, cette belle maison, eh bien, il s'y est passé des choses pas bien jolies là dedans, dans les années 60. Et c'est la même chose aujourd'hui...»

Oui, en 1960, la bourgeoisie française, acculée par la lutte d'indépendance du peuple algérien généralisait le terrorisme contre les travailleurs algériens en France. Aujourd'hui, c'est toujours la même bourgeoisie qui organise les campagnes racistes, les crimes racistes, qui tente de diviser les travailleurs pour échapper à leur colère. Mohamed Diab, notre frère, nous savons bien que ce n'est pas sa justice qui te vengera.

Vendredi 18 septembre Eric BRÉHAT

Témoignages de la famille de Mohamed Diab et de ses camarades

Front Rouge : Madame Diab, vous avez suivi la première journée du procès. Que pensez-vous de son déroulement ?

«Je ne comprends pas bien ce qu'ils font. Ma fille m'a expliqué que les policiers mentaient, mais ils mentent depuis le début. Déjà, quand ils l'ont tué, ils ont voulu me le cacher. Mais dites ceci dans votre journal : jamais je ne leur pardonnerai d'avoir tué mon fils.»

F.R. : Vous êtes la sœur de Mohamed, vous avez participé à la campagne de solidarité qui a suivi son assassinat ?

«Oui, il y a eu beaucoup de solidarité, surtout chez les travailleurs immigrés et aussi chez les Français, mais c'est parce que nous avons fait savoir partout ce qui s'était passé. Il y a eu une manifestation, des réunions, nous avons reçu des collectes. Les ouvriers de l'entreprise où travaillait mon père ont fait la grève aussi pour que soit connue la vérité. Mais ce procès, il est truqué.»

La mère de Diab : «Dites le bien : jamais je ne leur pardonnerai ce qu'ils ont fait. Mon fils nous faisait vivre, moi, sa femme et ses quatre enfants. Maintenant, c'est à eux de nous faire vivre.»

Un camarade de Mohamed Diab : «C'est vrai, au procès les flics se sont arrangés, d'ailleurs, il y en a plein la salle. De toute façon, ce n'est pas le juge qui décide, c'est le gouvernement.»

Témoignages recueillis à la suspension d'audience du vendredi 18.

la commission «Informatique et Libertés»

Il aura fallu onze mois à la Commission «Informatique et Libertés» pour élaborer son rapport sur les dangers de la gestion informatique des différents fichiers administratifs pour les libertés individuelles. Onze mois pendant lesquels la bourgeoisie a continué à remplir ses fichiers et perfectionner son système de centralisation des renseignements. C'étaient les violentes protestations contre les projets du Ministère de l'Intérieur qui avaient obligé le gouvernement à nommer cette commission. Quels étaient ses projets ?

Chirac, Ministre de l'Intérieur de l'époque, grâce à un nouvel ordinateur de grande capacité, «Iris 80», voulait regrouper les quatre cents fichiers de la police et leurs cent millions de fiches et accéder à plusieurs autres fichiers dont celui du Ministère du Travail qui centralise les noms de dizaines de milliers de militants syndicalistes candidats aux élections professionnelles. Pour la centralisation et le traitement de tous ces renseignements, il projetait d'utiliser le système SAFARI (Système Automatisé pour les Fichiers Administratifs et le Répertoire des Individus) élaboré par l'INSEE, qui affecte à chaque individu un numéro d'identification : le numéro à treize chiffres utilisé par la Sécurité Sociale.

La Commission «Informatique et Libertés» est composée de personnalités presque toutes liées à l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, comme

Wormser, gouverneur à la Banque de France : quoi d'étonnant à ce que, pour elle, l'Etat de dictature de la bourgeoisie que nous subissons, devienne «un Etat respectueux de la liberté». Il ne faut pas s'attendre, de sa part, à la dénonciation du fichage policier.

Malgré ce point de vue bourgeois, la Commission reconnaît un certain nombre de faits et de menaces qui pèsent sur les travailleurs.

D'abord, l'aveu que l'informatique, dans le système capitaliste, est un moyen pour renforcer la dictature de la bourgeoisie sur les travailleurs : «l'informatique n'est pas neutre... Coûteuse et ésothérique, elle est d'abord au service des puissants... Elle facilite la concentration des pouvoirs.» «Au total, indique la Commission, les menaces majeures nous paraissent être un alourdissement du contrôle social et l'aggravation des rapports inégalitaires au sein de la société». Malgré les précautions de langage, voilà qui est clair !

Le projet SAFARI n'est pas seul en cause, la Commission admet que, si ce système représente un pas supplémentaire dans la centralisation des renseignements, il est déjà possible, avec le système existant actuellement «d'apparier deux ou plusieurs fichiers», c'est-à-dire de regrouper tous les renseignements concernant le même individu, même s'ils sont dispersés dans plusieurs fichiers différents. Une preuve en ce qui est arrivé à un automobiliste : Arrêté par

la police pour excès de vitesse, il lui avait été demandé, après consultation d'un fichier central, quelle avait été son attitude en mai 68.

Mais, à en croire le rapport de la Commission, quelques mesures suffiraient à nous protéger de ces menaces : possibilité d'accès individuel aux données nominatives des fichiers, obligation de rendre publique l'existence des fichiers et création d'une instance permanente de contrôle, chargée de veiller au respect des libertés.

Ces mesures ne sont encore qu'à l'état de projets, mais, à supposer qu'elles soient un jour appliquées, que changeront-elles au dessein initial ? Rien d'essentiel. Pour avoir accès aux fichiers nous concernant, il nous faudra d'abord avoir connaissance de leur existence. En outre, le seul droit accordé sera celui de «contrôler la véracité des renseignements sur son compte», autrement dit d'en améliorer la qualité. De toute façon, la Commission précise qu'il n'est pas question d'accéder aux fichiers de l'Armée et de la Police, ceux, justement, qui contiennent les renseignements sur les militants révolutionnaires, les ouvriers et les paysans combattifs. En fait de garanties, il n'y a là que du bluff.

En montant cette opération, le pouvoir donne l'illusion qu'il se préoccupe de la protection de nos libertés, alors qu'en fait, il légalise l'emploi des fichiers et leur traitement par ordinateur. C'est tout à fait dans la logique du «libéralisme

policier» giscardien qui consiste à faire des déclarations tonitruantes sur la défense des libertés, avec la «Charte des Libertés» par exemple, pour mieux faire avaler un renforcement de l'appareil répressif.

En applaudissant des deux mains aux mesures proposées par la Commission, le PCF se fait le complice de ce projet qu'on retrouve, à peu de choses près, dans sa déclaration sur les libertés.

Ce n'est pas non plus la mise en place d'une «instance de contrôle» composée de sommités bourgeoises qui nous protégera du fichage, pas plus que l'élaboration de nouveaux règlements. On sait le peu de cas qu'en fait la bourgeoisie. A la Sécurité Sociale, par exemple, et cela en violation flagrante de la loi qui interdit l'utilisation de son fichier pour fournir des renseignements à des services extérieurs, des employés de la Sécurité Sociale nous ont affirmé qu'il était fréquent que les perceptions et la police demandent des adresses aux Caisses de Sécurité Sociale qui consultent leurs fichiers pour fournir ces renseignements.

Ces fichiers sont une arme aux mains de la bourgeoisie pour surveiller les travailleurs et pour exercer sa répression contre le mouvement des masses avec le maximum d'efficacité. Ce que nous exigeons, ce n'est ni leur contrôle ni un nouveau règlement, mais leur destruction.

Serge LIVET

légaliser les fichiers

LUTTES LA CLASSE OUVRIERE SE PREPARE A L'OFFENSIVE

Contre-feu révisionniste au mouvement d'ensemble Développons sur nos propres bases l'offensive ouvrière !

Pour éviter le développement, contre la politique de crise, d'un mouvement de lutte d'ensemble, les révisionnistes du PCF pratiquent depuis le printemps le contre-feu.

Le 10 juillet déjà, le «grand rassemblement national des travailleurs en lutte», à la Tour Eiffel avait été transformé en foire-exposition par les révisionnistes du PCF, au sein de la CGT, sans qu'aucune perspective de conjonction des forces et de plan unifié de développement des luttes n'apparaisse.

En guise de symbole, c'est ce jour là que la reprise à Chausson fut orchestrée sous la pression conjointe de la municipalité révisionniste de Gennevilliers et des directions CGT, locales et nationales aux mains du PCF.

de débrayage, c'est par défiance envers ce type d'action sans lendemain et non «à cause de pertes de salaires». Les travailleurs savent faire des efforts pour le succès de leurs luttes mais pas pour les «beaux yeux» du PCF, pas lorsque rien de sérieux et d'unifiant ne se construit contre la relance de l'austérité et les chantages de Giscard.

Comment, en effet, développer les luttes anti-capitalistes nécessaires lorsqu'on caractérise la politique de Giscard par une «production, ce qui met à mal l'économie du pays et l'intérêt national» comme le dit le comité central du PCF du 17/9/1975 ?

LES REVISIONNISTES NE VEULENT PAS D'UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE

Ils ont peur des interrogations qui s'amplifient dans les masses contre leur solution de relance de la consommation et des profits, contre leur politique de «bâtisseurs» d'un nouveau capitalisme d'Etat, leur ligne d'affirmation des «libertés» qui ne seraient «pas de nature à perturber la production» (Huma, du 19/9/75) ou... la fête de l'Humanité (Comme les camarades de Caron Ozanne en ont fait l'expérience). Ils confondent volontairement la défiance sur ces perspectives bougeoises avec «l'anti-communisme» ou «l'hésitation à engager la lutte».

Ils rejettent dans un coin de l'humanité, les premières vagues d'occupations d'usines (Gillet, Thaon-Izieux, Prodic-Grenoble,...) d'inspection du travail (dans le Morbihan), de séquestrations (Idéal Standard Autun) et d'autres actions de masse (arrêt du trafic SNCF à Dôle, en soutien aux licenciés du trust Idéal Standard). Le PCF, grâce à la CGT, avec, à ses trousses, Edmond Maire et son équipe réformiste, pense calmer les choses et donner un semblant de réponse à la volonté d'offensive ouvrière afin d'éviter la remise en cause des perspectives révisionnistes.

Les ouvriers de Chausson, échaudés par les sabotages révisionnistes, ont eu raison de réserver un accueil froid aux pétitions pour «une amélioration sensible des conditions de vie et de travail» que leur présentaient les briseurs de grève qui manipulent, à ce jour, la CGT. Car les signatures obtenues de quelques milliers de travailleurs de la région parisienne par la CGT ont abouti entre les mains des députés du PCF, et servi à Marchais pour prétendre que ses propositions de relance du capitalisme avaient un «soutien populaire». Et surtout, c'était l'occasion pour les membres du groupe parlementaire révisionniste de faire une démonstration sur le thème des «libertés à l'entreprise» dont le raisonnement truqué était : «si Ponia empêche le PCF de s'adresser aux ouvriers dans les usines et les ouvriers de venir parler aux députés du PCF, c'est que le PCF est le parti des libertés, le parti des ouvriers»; et le tour était joué!

NOTRE PARTI DENONCE CETTE JOURNEE COUPE-FEU

Les camarades des cellules d'entreprises prendront l'initiative partout, avec de nombreux travailleurs syndicalistes révolutionnaires pour que se tiennent des assemblées de travailleurs, contraignant les révisionnistes à s'expliquer, leur opposant la perspective du renforcement de l'offensive ouvrière. Le parti saura démontrer à cette occasion et au sein même des cortèges syndicaux le caractère nécessairement et conjointement anti-révisionniste et anti-capitaliste du mouvement d'ensemble des luttes des ouvriers, des paysans et employés qui se dessinent déjà.

LA CLASSE OUVRIERE NE CAUTIONNERA PAS LES MANOEUVRES REVISIONNISTES

La journée du 23 s'annonce sous les mêmes auspices. Préparée sans enthousiasme dans les syndicats, elle ne correspond en rien à la volonté d'action qui se fait de plus en plus jour. Elle marque un pas de plus dans le suicide de la direction réformiste CFDT vis à vis du programme commun. Elle témoigne de la manipulation des syndicats, au nom des accords confédéraux CGT-CFDT, sur une plate-forme torquée qui annonce «la retraite à 60 ans» comme solution au chômage des jeunes ! et s'empêche à 1700 F (alors que la classe ouvrière a subi déjà une perte du pouvoir d'achat de 15 % à 18 % et que certains centres PTT réclament les 2000 F minimum aujourd'hui). Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que la mobilisation soit faible ? Comme à Berliet, où les délégués révisionnistes pleurnichent pour une heure de grève et pensent que : «dans la situation actuelle, les travailleurs n'ont pas à une grève de vingt quatre heures». C'est là le signe du mépris révisionniste pour les capacités de la classe ouvrière. Car si les camarades de Berliet ne sont guère mobilisés par vingt quatre heures

de débrayage, c'est par défiance envers ce type d'action sans lendemain et non «à cause de pertes de salaires». Les travailleurs savent faire des efforts pour le succès de leurs luttes mais pas pour les «beaux yeux» du PCF, pas lorsque rien de sérieux et d'unifiant ne se construit contre la relance de l'austérité et les chantages de Giscard.

CONSTRUISSONS L'UNITE POPULAIRE

DEVELOPPONS L'OFFENSIVE OUVRIERE

Stéphane RAYNAL

Plus de vingt usines occupées par les travailleurs, des débrayages qui se font de plus en plus nombreux, des milliers de manifestants à Fougères, Bolbec, Crépy en Valois... Un mois à peine après la rentrée, la classe ouvrière affirme son refus des licenciements et des salaires de misère. Elle affirme sa volonté de lutte.

Rappelons-nous il y a un an, la grève des PTT cassée par la politique intransigeante du gouvernement et le sabotage des révisionnistes, la période qui suivit caractérisée par un nombre très limité de luttes, par le poids du chantage au chômage, du chantage à la crise : la classe ouvrière rentre dans une situation d'attente, mesure les obstacles qu'elle doit affronter pour résoudre ses difficultés. Puis ce sont les luttes de Renault - Le Mans, Usinor, Chausson... En juillet, plus de 100 usines sont occupées : la classe ouvrière reprend l'offensive et s'il ne s'agit pas encore d'un vaste mouvement d'ensemble, il est clair que des choses sont en marche.

Et en août, pendant cette période des congés que la bourgeoisie voudrait de «paix sociale», ce sont des milliers de travailleurs qui, dans des dizaines d'entreprises, poursuivent la lutte. C'est un fait à souligner, car il traduit la profondeur de la colère, de la révolte contre les capitalistes.

En septembre, certaines de ces luttes vont se poursuivre, Caron-Ozanne, Parisien Libéré, Grandin, Triton, Chauffour... D'autres vont démarrer. Très vite. Dans bien des cas, c'est le jour même ou le lendemain de la rentrée que les travailleurs décident la grève, l'occupation, comme au Mamouth à Rennes, chez G. Clarey à Tours, chez Bourguet à Mazamet où les travailleurs séquestrent leur patron dès le 2 septembre... Au total, c'est plus de vingt usines qui sont aujourd'hui occupées.

Pour l'essentiel c'est contre les licenciements que la classe ouvrière se bat aujourd'hui. Mais déjà des luttes contre les bas salaires commencent à se développer comme chez Hobart à Ivry, au Mamouth de Rennes, SO-VA-BE où la grève a lieu contre la suppression d'une prime mensuelle de 250 F... Il apparaît clairement que si aujourd'hui le mouvement des luttes n'a pas l'ampleur qu'il a pu avoir en juillet, il tranche nettement d'avec les rentrées passées. Et si des interrogations demeurent, si le mouvement de lutte actuel n'est encore qu'un prélude au vaste mouvement qui ne manquera pas de se développer, il faut en établir clairement les responsabilités.

Est-ce le poids de la politique de crise qui permet de rendre compte des interrogations qui demeurent néanmoins ? Si le chantage à la crise, le chantage au chômage continue aujourd'hui de plus belle, avec l'accroissement de la crise politique de la bourgeoisie, et si de ce fait des travailleurs ne sont pas encore entrés en lutte, comme à Bolbec par exemple où Boussac licencie, il ne semble pas que ce soit aujourd'hui l'obstacle principal qu'ils ont à affronter. Les luttes actuelles en témoignent. Non, les questions que se posent aujourd'hui les travailleurs dé-coulent directement du bilan qu'ils tirent des luttes menées avant les congés. Qui a cassé la lutte à Usinor, à Chausson ? Qui a empêché le mouvement d'ensemble qui se dessinait et auquel nous aspirons ? C'est bien à ces questions là qu'il s'agit de répondre aujourd'hui.

SEPTEMBRE.. DEJA 20 USINES OCCUPEES

SO-VA-BE (La Seyne, dans le Var)
Grève illimitée depuis le 10 septembre contre la suppression d'une prime mensuelle de 250 F.

LAFAB (Plessis Robinson)
Contre les licenciements, les 50 employés occupent cette usine de composants électroniques.

SADIEP-trust BSN (Villiers Cotteret)
Les 130 travailleurs de cette entreprise alimentaire ont déclenché la grève contre la fermeture prévue pour février 1976.

BOULAY (Blois)
Les 130 ouvriers sont en grève avec occupation contre les licenciements.

PRODIC SA (Grenoble)
Dès le 3 septembre, les 86 ouvriers de l'usine Prodic qui fabrique des cuves pour le stockage du lait, se sont mis en grève avec occupation pour empêcher leur licenciement.

MONTALEG-Robinetterie (Muzillac dans le Morbihan)
La direction annonce que sur 30 ouvriers, 20 seront licenciés. Les ouvriers occupent l'inspection du travail.

PONT DE CE (Maine et Loire)
La moitié des ouvriers de cette conserverie sont menacés de licenciement. La fermeture totale est annoncée pour plus tard. Les travailleurs décident d'occuper les locaux aux heures creuses, midi et soir.

UNION ALIMENTAIRE DE L'OISE (Beauvais)
Occupation des locaux contre la fermeture.

JEANRENAUD (Besançon)
Occupation depuis le 10 septembre.

SOCIETE LA CORNOUILLE FRANÇAISE (Pleyber-Christ dans le Finistère)
Depuis le 7 juillet, les 150 ouvriers du dépôt de kaolin sont au chômage technique ; les plans de reprise prévoient que 60 d'entre eux seraient reclassés en Lorraine ! Contre ces projets, contre les licenciements, les travailleurs occupent le dépôt.



Manifestation contre les licenciements de Caron-Ozanne

HOBART (Ivry)
Les 60 ouvriers de cette entreprise de matériel de cuisine sont en grève depuis le 10 septembre, contre la réorganisation du travail, l'augmentation des cadences et la baisse des salaires. Ils exigent aussi le treizième mois.

BLANCHAUD (Angers)
L'usine de conserveries vient de déposer son bilan. Les 86 travailleurs ont décidé d'occuper l'usine pour s'opposer à leur licenciement.

HURE (machines outils)
234 travailleurs devraient être licenciés. Ils occupent l'usine le 6 septembre. La direction revient sur sa décision, mais réduit les horaires à 32 heures. La lutte continue sous d'autres formes pour le maintien des salaires accrus.

BOURGUET (Mazamet)
En riposte aux 63 licenciements annoncés en août après le dépôt de bilan, les travailleurs de cette entreprise de textile séquestrent le patron le 2 septembre.

POCLAIN (Oise)
Les travailleurs de 4 usines du département sont en lutte contre 230 licenciements et l'annonce de 500 autres. La direction avait réduit les horaires à 35 heures : de plus, elle avait supprimé la pause. Le 9, nombreux débrayages. Grève le 10, avec manifestation. Le 17 septembre, une nouvelle manifestation rassemble plus de 2000 personnes à Crépy en Valois.

IMPRIMERIE GILBERT CLAREY (Tours)
82 licenciements sont prévus. Pour les empêcher, les ouvriers occupent les locaux.

GILLET THAON (Saint Chamond-Izieux, dans la Loire)
Les 140 ouvriers de cette entreprise de teinture ont engagé la lutte avec occupation, contre la fermeture prévue fin 76.

SAMOSIA (Le Havre)
La fermeture devait avoir lieu à la rentrée, jetant 32 travailleurs au chômage. Les ouvriers occupent la mairie, et obtiennent satisfaction.

VALDROME (Valence)
Les ouvriers occupent. Valdrome avait déposé son bilan et licencié 87 travailleurs.

chantage à la crise, le chantage au chômage continue aujourd'hui de plus belle, avec l'accroissement de la crise politique de la bourgeoisie, et si de ce fait des travailleurs ne sont pas encore entrés en lutte, comme à Bolbec par exemple où Boussac licencie, il ne semble pas que ce soit aujourd'hui l'obstacle principal qu'ils ont à affronter. Les luttes actuelles en témoignent. Non, les questions que se posent aujourd'hui les travailleurs dé-coulent directement du bilan qu'ils tirent des luttes menées avant les congés. Qui a cassé la lutte à Usinor, à Chausson ? Qui a empêché le mouvement d'ensemble qui se dessinait et auquel nous aspirons ? C'est bien à ces questions là qu'il s'agit de répondre aujourd'hui.

Comment affronter les révisionnistes, c'est bien là la question centrale aujourd'hui, celle qui conditionne l'avenir de nos luttes. Nous sommes pas-sés des interrogations sur la politique de crise à des questions sur la nature des perspectives proposées par les révisionnistes. C'est précisément ce qui fait que cette rentrée, ce mois de septembre différent des précédents.

Démasquons la campagne du PCF sur les libertés, cette campagne de diversion, de capitulation, qui ne fait que donner des garanties à la bourgeoisie pour sa propre liberté d'expression. Car il ne s'agit nullement d'une campagne pour les travailleurs. Nos camarades de Caron Ozanne peuvent en témoigner, eux qui ont été interdits à la fête de l'Humanité.

Aujourd'hui, plus que jamais, le développement de nos luttes dépend de notre capacité à mener la bataille contre le révisionnisme.

Pierre MOREL

S.A.R. le chantage au chômage

Après la restructuration de Wendel-Sidelor et la fermeture de l'usine de Micheville, plusieurs entreprises s'étaient installées dans les locaux de Wendel-Sidelor : la Société des Laminiers de Villerupt (SLV) qui emploie 600 ouvriers, des boîtes de location comme la Seuremec ou la Somivat, et une entreprise spécialisée dans les plates-formes pour les forages en Mer du Nord : la Société des Acières de Russange (SAR), qui emploie 98 ouvriers, pour l'essentiel des jeunes. La SAR est affiliée à la CFEM, même si, localement, le PDG se défend de dépendre de qui que ce soit et affirme être indépendant.

«démitté de 90 % pendant un an ; ou bien vous entrez en lutte et alors vous serez mis au chômage technique à 40 % pour une période indéterminée». Ce chantage ne marche pas ! Comment faire croire aux travailleurs qu'ils toucheront les 90 % pendant un an, alors que seulement 5 % des chômeurs touchent cette indemnité, alors que, tous les trois mois, elle peut être supprimée.

Devant ces menaces, qu'ont proposé les révisionnistes du PCF ? Ils sont arrivés avec leurs blablas habituels sur les reclassements, sur la Savie, et ils ont tenté de faire croire aux travailleurs que le patron est une pauvre victime : Porcu a expliqué au patron : «En fait, les travailleurs, quand ils luttent, ils ne se battent pas seulement pour eux, mais ils se battent aussi pour vous». (voir article page 6)

Les révisionnistes ne se sont pas arrêtés là. La réunion, qu'ils ont convoquée pour les chômeurs inscrits à Villerupt, a, elle aussi, été une riche

expérience pour les travailleurs de la SAR et de la SLV. Face aux interventions des camarades qui insistent sur la nécessité d'unir, dans la lutte, chômeurs et travailleurs actifs, Porcu et ses acolytes ont tenté de limiter la réunion aux seuls chômeurs inscrits. De nombreux travailleurs ont compris que le PCF voulait isoler les luttes, les diviser...

Aujourd'hui, la création d'un Comité de Lutte contre le Chômage est à l'ordre du jour à Villerupt. La cellule d'entreprise de notre Parti mobilise largement les travailleurs de la SAR, pour faire échec à toutes les propositions de capitulation.

UNITE DES OUVRIERS ACTIFS ET DES CHOMEURS !
CONSTRUISSONS L'UNITE POPULAIRE !
EN AVANT VERS UN COMITE DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

correspondant S.A.R.

CHAUSSON : après les luttes de juillet

Après la grande grève de juin-juillet, qui a duré 59 jours, le travail a repris à Chausson. La direction reconstruit les stocks en appelant à faire des heures supplémentaires le samedi, quitte à mettre les ouvriers au chômage partiel une fois que les stocks seront reconstitués. Pour cela, elle joue sur la nécessité où sont les travailleurs d'essayer d'augmenter un peu leur paie pour faire face à la hausse des prix. Après le bâton employé en juin, la tactique est à la carotte et à la division. Près de 200 Cambodgiens «réfugiés», c'est-à-dire chassés par le

peuple du Cambodge libéré, ont été embauchés et disséminés sur les chaînes. Ils seraient logés sur une base de l'armée de l'air, et auraient reçu un entraînement spécial... sans doute au mouchardage... D'autre part, à l'usine d'Asnières, sous couvert de promotion, tout le personnel devra passer devant le psychologue pour avoir un entretien et se voir proposer un stage ! Méthode nouvelle pour dépister les ouvriers les plus combattifs et les réprimer «scientifiquement». Mais les ouvriers ne sont pas dupes et se rendent bien compte que tout cela

présage des licenciements et du chômage.

Quant aux révisionnistes, leurs responsabilités dans l'échec de la lutte apparaissent clairement aux yeux d'un grand nombre de travailleurs. Dans cette situation, les ouvriers de Chausson, à l'aide des camarades de la cellule du Parti, sauront tirer les leçons de la grève, établir devant les masses les responsabilités des révisionnistes, afin de s'opposer victorieusement aux nouveaux coups que la bourgeoisie prépare.

Correspondant Chausson

LES PAYSANS EN LUTTE

Occupation du Crédit agricole à Saint Briec

Une centaine d'agriculteurs de «Paysans Travailleurs» des Côtes du Nord ont occupé le 18 septembre les locaux de la caisse régionale du Crédit Agricole à Saint Briec et envahi la salle où se déroulait une réunion du Conseil d'Administration. Ils exigeaient qu'une commission paritaire examine sur le champs le cas d'un jeune paysan que le Crédit Agricole veut obliger à hypothéquer tous ses biens, sous peine de saisie immédiate. Ils exigeaient également le report systématique, sans intérêt, des remboursements de crédits pour 1975 à l'année prochaine. Ils revendiquaient le droit au travail, une juste rémunération pour leur production. Autre revendication, la possibilité de présenter une défense collective devant les caisses locales du Crédit Agricole afin que celui qui a des difficultés ne soit pas obligé d'affronter seul les menaces de sa banque.



Le Crédit Agricole, pour les paysans, ce sont des dettes de plus en plus lourdes...

Condamnation de militants paysans

En Loire Atlantique, 16 militants paysans viennent d'être condamnés, en vertu de la loi «anticasseurs», à un total de 124 mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 F d'amende. Ils étaient accusés d'avoir participé, le 19 juillet 1974, à une manifestation à Saint-Nazaire, où plusieurs centaines de paysans avaient crié leur colère devant l'effondrement des cours de la viande à la production, et détruit des stocks de viande.

Plusieurs militants paysans avaient déjà été emprisonnés pour d'autres actions. Cette répression brutale, seule réponse de la bourgeoisie aux revendications des paysans, ne peut qu'attiser leur révolte, les faire entrer de plus en plus nombreux, de plus en plus déterminés, dans la lutte.

Le 25 juillet 1975, le Conseil d'Administration d'Idéal Standard, une des plus importantes et des plus anciennes entreprises de chauffage, filiale du trust US American Standard, démissionnait. Déjà, à l'automne 1974, 1500 travailleurs avaient été licenciés. Cette fois, c'est 3500 ouvriers des 5 usines d'Idéal Standard qui sont menacés de licenciement, avec le démantèlement de l'entreprise.

- Le 17, à Dôle, dans le Jura, les ouvriers d'Idéal Standard se mettent en grève. Ils partent en manifestation, occupent la mairie et la gare, retardent des trains. Ils sont dispersés par les gendarmes.

- Le 18, ils viennent en nombre à Paris, pour exiger une entrevue avec le Délégué à l'Aménagement du Territoire. Ils sont matraqués par la police.

Malgré la répression qui s'est abattue à chacune de leurs initiatives, et qui montre clairement quelle réponse la bourgeoisie entend donner à l'offensive ouvrière qui s'annonce, les travailleurs d'Idéal Standard sont fermement décidés à poursuivre la lutte. Pour l'heure, le Président du Tribunal de Commerce de Paris vient d'exiger la mise en règlement judiciaire de la Société. Les menaces de licenciements et de démantèlement sont donc plus fortes que jamais. Les travailleurs d'Idéal Standard ont déjà montré par leur lutte qu'ils n'étaient pas prêts à les accepter, malgré la répression. Cette décision de la justice bourgeoise ne peut que renforcer leur détermination.

Ideal Standard lutte contre les licenciements



Les ouvriers d'Idéal-Standard-Autun refusent les licenciements... comme ils l'ont fait comprendre au député UDR local.

Le 25 juillet 1975, le Conseil d'Administration d'Idéal Standard, une des plus importantes et des plus anciennes entreprises de chauffage, filiale du trust US American Standard, démissionnait. Déjà, à l'automne 1974, 1500 travailleurs avaient été licenciés. Cette fois, c'est 3500 ouvriers des 5 usines d'Idéal Standard qui sont menacés de licenciement, avec le démantèlement de l'entreprise.

- Le 17, à Dôle, dans le Jura, les ouvriers d'Idéal Standard se mettent en grève. Ils partent en manifestation, occupent la mairie et la gare, retardent des trains. Ils sont dispersés par les gendarmes.

- Le 18, ils viennent en nombre à Paris, pour exiger une entrevue avec le Délégué à l'Aménagement du Territoire. Ils sont matraqués par la police.

Malgré la répression qui s'est abattue à chacune de leurs initiatives, et qui montre clairement quelle réponse la bourgeoisie entend donner à l'offensive ouvrière qui s'annonce, les travailleurs d'Idéal Standard sont fermement décidés à poursuivre la lutte. Pour l'heure, le Président du Tribunal de Commerce de Paris vient d'exiger la mise en règlement judiciaire de la Société. Les menaces de licenciements et de démantèlement sont donc plus fortes que jamais. Les travailleurs d'Idéal Standard ont déjà montré par leur lutte qu'ils n'étaient pas prêts à les accepter, malgré la répression. Cette décision de la justice bourgeoise ne peut que renforcer leur détermination.

NON AUX LICENCIEMENTS !
NON AU DEMANTELEMENT !

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCR m.l.

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez au « Quotidien du Peuple » B. P. 225
75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 132 48 F Paris

le dernier comite central du PCF UN BILAN D'ECHEC POUR LES POLITICIENS REVISIONNISTES

Le bilan des trois semaines de rentrée déjà écoulées est clair : chômage, hausse des prix, renforcement de l'intoxication policière. A grand renfort de chantage, d'une part, et de démagogie, d'autre part, la bourgeoisie multiplie ses pressions sur les travailleurs. Il s'agit pour elle, à toute force, de faire avorter nos luttes, d'étouffer nos questions pressantes. A travers tout cela, pour les travailleurs, c'est l'urgence d'une issue à trouver qui s'impose. Mais les 17, 18 et 19 septembre, le Comité Central du PCF a une fois de plus tourné délibérément le dos à ces questions. Ces gens-là affichent de plus en plus clairement leur mépris de nos préoccupations.



Le service d'ordre du PCF à Chaussou.

Les révisionnistes, aujourd'hui, ne peuvent pas ignorer les luttes de juillet qui ont fait mûrir, dans la classe ouvrière, la nécessité d'un mouvement d'ensemble. C'est pourquoi, sans doute, Laurent, membre du bureau politique du PC, prend la peine d'expliquer que « l'expérience des masses ne part pas de zéro ». Monsieur Laurent vient de faire une grande découverte ! Effectivement, elle ne part pas de zéro, l'expérience de nombreux travailleurs qui vous ont vu à l'œuvre, vous et vos pareils, dans leurs dernières luttes...

Acculés par le développement de leurs contradictions avec les travailleurs, les politiciens bourgeois du PCF vont être contraints de s'occuper, pendant trois longues journées, à dresser le bilan douloureux de leurs disputes avec les autres partis de la « gauche ». C'est le bilan d'une année d'échecs retentissants enregistrés dans la politique d'union, pour un parti, dont toute la stratégie réformiste et électoraliste se résume justement à

cela. C'est tout le bilan d'une année de « durcissement » forcé du PCF : comment, après toutes ces tribulations, l'Union de la Gauche pourrait-elle encore être crédible pour les travailleurs ? C'est ce constat qu'établissent les révisionnistes par le ton prudent et extrêmement conciliateur qu'ils adoptent vis-à-vis de « l'allié » socialiste, sur le thème : « Tout n'est pas perdu ». Mais comment être dupe ? Décidément, quelque direction qu'ils prennent, les révisionnistes se heurtent aux travailleurs !

C'est pourquoi, dans cette situation, on peut accorder une attention plus particulière à l'importance qui est don-

faire sa force aux yeux de la bourgeoisie.

Il s'agit d'abord, dans les entreprises, de travailler à « l'élargissement de l'Union ». Au delà de l'alliance avec les ingénieurs et les cadres, c'est bien l'alliance avec les patrons pour laquelle, de plus en plus clairement, les révisionnistes militent au coeur des entreprises : « Vous avez intérêt à soutenir la lutte des travailleurs pour l'emploi, supplie au même moment le député Porcu aux pieds du patron de la Société des Acieries de Russange, parce que, si les travailleurs ont un emploi, ils continueront à produire de la plus-value... » On comprend mieux le sens de leurs « propositions du 8 août » (voir FR n. 165) : « Quelques concessions, quelques mesures en trompe l'œil, et nous vous aiderions à sortir de vos difficultés... »

Ces gages renouvelés de bonne conduite, donnés à la bourgeoisie, par ces candidats à la gestion du capitalisme, viennent au moment où grandit, parmi les travailleurs, l'aspiration à renverser le capitalisme parce qu'il n'y a pas d'autre solution contre la misère et le chômage. Décidément, dans les entreprises, le projet révisionniste heurte de front les préoccupations des travailleurs.

La même résolution sur « l'activité des communistes dans les entreprises » centre le travail des « cellules » d'entreprise sur la question des libertés. Quelles libertés ? Pendant que la bourgeoisie lançait, en juillet, ses flics et ses chiens policiers contre les travailleurs en lutte, que faisait le PCF ?

On l'a vu organiser la démobilité des travailleurs de Chaussou, exercer contre eux les pressions et le chantage le plus odieux, et faire la chasse aux travailleurs combattifs. Liberté pour les travailleurs ? Que dire de l'interdiction

Le PCF aux usines...



LE PATRON:

"VOUS N'AVEZ PAS QUELQUES CARTES DE VOTRE PARTI"

PORCU:

"J'ALLAIS VOUS LE PROPOSER"...

Retour des congés à la S.A.R. à Villerupt : 98 licenciements sont annoncés ; Antoine PORCU, secrétaire permanent de la fédération de Meurthe et Moselle du PCF et « sidérurgiste » bien connu dans les boîtes de nuit de Longwy, vole au secours... du patron, et n'hésite pas à se présenter dans l'atelier, lui déclarant : « Vous avez intérêt à soutenir la lutte des travailleurs pour le maintien de l'emploi, parce que si les travailleurs ont de l'emploi, ils continueront à faire de la plus-value, vous continuerez à faire du profit. Alors, votre intérêt, c'est qu'ils continuent à travailler. Parce qu'en fait, les travailleurs quand ils luttent, ils ne se battent pas seulement pour eux, mais ils se battent aussi pour vous. » Le patron, en guise de boutade : « Vous n'avez pas quelques cartes de votre parti ? » Et Porcu, très sérieusement : « J'allais vous le proposer, vous aussi vous devriez adhérer au PCF et lutter avec les communistes. Absolument. »

Emparons-nous de cet exemple pour montrer quelle provocation contre les travailleurs constituent les propositions révisionnistes de la rentrée !

signifiée aux ouvriers en lutte de Caron Ozanne et à leur section syndicale CGT(FFTL) de diffuser leur journal à la fête de l'Humanité ? A Caron Ozanne, comme hier à Chaussou, les travailleurs rejettent la logique du système capitaliste, au moment même où les bases de ce système sont ébranlées. C'est bien là que sont fixées les limites de la défense des « libertés » pour les révisionnistes. On ne peut se porter candidat à une gestion améliorée du système capitaliste et ne pas voler, chaque fois que l'on peut, au secours de la bourgeoisie en crise. Dans le même temps, les travailleurs développent la démocratie ouvrière dans leurs luttes, et voient grandir ainsi leur aspiration à une société sans patron, seule capable de garantir les libertés pour les masses populaires. Là encore, à propos de la « défense des libertés », les propositions révisionnistes ne donnent qu'une garantie à la bourgeoisie et s'opposent, dans leur fond, aux préoccupations des travailleurs. Oui, il s'agit aujourd'hui, pour les travailleurs, de prendre en main l'édification de leur parti révolutionnaire, partant de leurs véritables aspirations. Déjà, ils demandent des comptes au parti de Marchais.

Louise LEFEBVRE

quand

ils parlent

de libertés...

« La fête de l'Humanité ce n'est pas seulement une fête... c'est aussi un acte politique du PCF et il n'est pas question que d'autres courants politiques s'y expriment ».

C'est ce qu'ont affirmé les révisionnistes locaux aux grévistes de CARON OZANNE qui s'apprétaient à s'y rendre pour diffuser leur journal « OUEST LICENCIEMENTS », journal qu'ils ont mis à la disposition de toutes les usines en lutte. Révoltés par cette attitude, les travailleurs de Caron ont demandé des comptes au PCF, le sommant de s'expliquer.

Quant aux jeunes qui se sont vus roués de coups à cette même fête de l'Humanité, eux aussi ont pu ainsi voir clairement la manoeuvre de diversion que représente la fameuse campagne pour la défense des libertés du PCF !

les revendications des pompistes : pas de solution fondamentale dans le cadre du capitalisme

Partie de l'Hérault, mercredi 10 septembre, la grève des détaillants d'essence s'est rapidement étendue à toute la région, puis à l'ouest de la France, au val de Loire et aux Charentes. A l'origine de ce mouvement, les rabais consentis par les grandes surfaces à leurs clients, qui allaient jusqu'à 10 centimes par litre et qui, depuis le 8 septembre, pouvaient atteindre 15 centimes.

Il existe en France environ 45 000 points de vente de l'essence au détail. Mais ce chiffre global recouvre des statuts différents. Si l'on excepte le petit nombre de salariés employés par les compagnies pétrolières dans un certain nombre de stations qu'elles exploitent directement, comme celles situées sur l'autoroute par exemple, on peut classer les distributeurs en deux groupes :

- Les distributeurs « indépendants » regroupent d'une part quelques 10 à 15 000 artisans pour qui la vente de l'essence n'est que le complément d'une activité de garagiste ; d'autre part 25 000 concessionnaires propriétaires de leur station, et environ 8 000 gérants libres dont les installations appartiennent souvent aux compagnies pétrolières.

- Le reste du marché est accaparé par les grands groupes commerciaux propriétaires d'hypermarchés. Leur part, sans cesse en expansion, est déjà de 12% du marché.

Le conflit trouve justement son origine dans la manière dont est organisé le système de distribution du carburant. Il met en jeu, d'une

part le système de fixation des prix et des marges bénéficiaires autorisées par le gouvernement, et d'autre part la discrimination opérée par les compagnies pétrolières, selon qu'elles fournissent des petits pompistes ou les grands groupes commerciaux.

Ces derniers bénéficient en effet, de la part des compagnies pétrolières, de ristournes importantes qui approchent les 20 centimes le litre. Quant aux petits revendeurs, ils n'ont pour toute marge bénéficiaire que 9 centimes le litre, sur lesquels les gérants libres, par exemple, doivent encore payer une taxe de gérance de 2 centimes. Restent 7 centimes du litre. Aussi n'est-il pas étonnant, dans ces conditions que, selon l'emplacement de leur station, plus ou moins favorable, certains petits détaillants, mais surtout certains gérants sans activité annexe, ne s'en sortent qu'avec difficulté.

A l'opposé, les hypermarchés ont la possibilité de pratiquer des rabais importants à leurs clients, tout en conservant de solides marges bénéficiaires, ce qui leur donne des atouts supplémentaires dans la concurrence acharnée qui les oppose, non seulement aux pompistes d'ailleurs, mais aussi à l'ensemble des petits commerçants. Il convient de dénoncer à ce propos une idée propagée intentionnellement selon laquelle les grandes surfaces vendraient l'essence à perte ou sans profit. C'est tout le contraire : selon les « Echos », la vente des carburants rapporte aux hypermarchés un pourcentage non négligeable de leurs bénéfices totaux.

Dernier élément du puzzle : le gouvernement qui encourage systématiquement ces pratiques, puisque c'est lui qui fixe la réglementation en la matière. Cette réglementation, toute favorable aux grands groupes commerciaux, est même un des volets essentiels de la bourgeoisie, qui vise à la concentration du commerce, afin de reprendre la part de profit qu'elle leur laissait auparavant, même si, pour les besoins de son alliance politique avec les petits commerçants et artisans, elle prend, à l'occasion, des mesures en apparence défavorables aux grandes surfaces.

Cette fois encore, c'est ce qui s'est passé. Le gouvernement a en apparence reculé, limitant, comme c'était la loi jusqu'à la fin 1973, les rabais des grandes surfaces à leurs clients à 6 centimes du litre. Il a cédé rapidement devant la menace de l'extension de la grève des pompistes à l'ensemble de la France, et surtout à l'ensemble des petits commerçants. Fondamentalement, cela n'a pas changé grand chose, puisque les grandes surfaces bénéficient toujours des ristournes des compagnies pétrolières et la mesure gouvernementale, si elle limite quelque peu - si peu ! - la concurrence qu'elles faisaient aux petits détaillants, n'aboutit en fin de compte qu'à augmenter leurs bénéfices, tirés de la vente du carburant.

De son côté, le mouvement des pompistes, divisé entre quatre organisations syndicales différentes ne s'est montré ni suffisamment fort, ni surtout suffisamment uni sur les objectifs à poursuivre, pour obtenir des changements plus

radicaux. En gros, deux soucis contradictoires animaient les grévistes. D'un côté, un souci qui plonge ses racines dans la révolte des masses contre la politique anti-populaire des trusts-compagnies pétrolières et grands groupes commerciaux, dont ils sont aussi les victimes, et qui les conduit à revendiquer la suppression des avantages consentis par les compagnies pétrolières aux hypermarchés, et à réclamer la baisse générale du prix de l'essence, largement grévé par les profits des trusts. De l'autre, le souci de la survie de leur petit commerce, la revendication illusoire d'une concurrence libre et loyale, l'attachement à un mode de distribution dépassé qui les poussent aux compromis boiteux, aux fausses solutions.

Deux soucis bien contradictoires, car, pas plus que la bourgeoisie ne saurait renoncer à la liquidation progressive du petit commerce, puisque ses intérêts mêmes sont en jeu, la satisfaction des besoins des masses ne saurait trouver son cadre de solution dans le petit commerce de nature capitaliste.

La prise de conscience de cette contradiction doit aider les petits distributeurs à clarifier leur position, à se situer dans l'affrontement fondamental qui oppose classe ouvrière et bourgeoisie. Alors que le capitalisme ne peut leur offrir que des conditions de vie de plus en plus difficiles, le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans, dans le cadre de la socialisation progressive des moyens de distribution, leur assurera des conditions de vie améliorées.

LIBAN : A QUI PROFITE LA GUERRE

Le Liban est de nouveau traversé par des affrontements complaisamment présentés par la presse bourgeoise internationale comme étant d'ordre confessionnel. Dans le même temps, force lui est de signaler qu'en de nombreux endroits, des chrétiens ont combattu aux côtés des musulmans contre les Phalanges libanaises du fasciste Gemayel. Ce dernier, constatant l'échec de ses provocations visant une nouvelle fois à lancer une sorte de « guerre sainte » contre la résistance palestinienne accusée d'être l'épine dorsale de la gauche libanaise, a réclamé l'intervention de l'armée, dont la direction est entre les mains de l'extrême-droite, avec de nombreux officiers phalangistes. Il a surtout proposé une pseudo-réconciliation sur les bases confessionnelles, repoussée à l'unanimité par les forces progressistes libanaises : ces dernières ont fait savoir qu'elles se refusaient à toute « réconciliation tribale » qui ne réglerait pas les problèmes de fond. Farouk Mokkadem, fondateur du « Mouvement du 24 octobre » créé, lors des agressions des Phalanges contre les Palestiniens, pour soutenir ces derniers, explique que ces

affrontements n'ont rien à voir avec des rivalités confessionnelles, mais qu'il s'agit bien « essentiellement d'une insurrection armée contre les vieux princes de la classe privilégiée au Liban... le fonds du problème est politique, économique et social. » Il ajoute : « Notre combat déborde enfin les limites territoriales du Liban puisque nous sommes en lutte ouverte contre la politique tracée par Kissinger à l'intention de Sadate ».

Tel est bien le véritable problème : l'inégalité de la distribution du pouvoir politique et économique, avec ses soubassements confes-

sionnels (forte prépondérance de la minorité chrétienne dans le contrôle de la sphère de production et d'échange), l'héritage des divisions religieuses soigneusement entretenues par la colonisation française (période du mandat, jusqu'en 1943), créent une forte tension que l'extrême-droite exploite au profit de l'impérialisme. Les revendications sociales ressurgissent comme fondement des affrontements militaires dès que la droite passe à l'attaque, sachant bien que les musulmans et les chrétiens déshérités ne resteront pas sans répondre à ses provocations.

Or, l'impérialisme US et Israël ont tout intérêt à jouer de ces contradictions : c'est un fait avéré que toute initiative US dans la région en faveur d'un règlement contre les peuples arabes s'accompagne immédiatement du déclenchement d'affrontements apparemment confessionnels au Liban. En réalité, il s'agit pour Israël de briser la coexistence entre les diverses communautés religieuses pour mieux s'attaquer à la Révolution Palestinienne présente au Liban. Et ce dans le même temps où l'Etat sioniste s'applique dans le Sud-Liban, avec une politique de « terre brûlée », à forcer les popula-

tions à quitter des terres soumises à une destruction systématique. Beau coup plus généralement, s'attaquer à l'heure actuelle au Liban, c'est vouloir attaquer la résistance palestinienne. Le Liban est le dernier refuge pour la Résistance Palestinienne, où elle peut s'organiser ouvertement. Massacrée en septembre 1970 à Amman, elle est en butte à l'hostilité des bourgeoisies arabes, surtout en Egypte, comme le montrent les derniers événements. Les éléments de la bourgeoisie libanaise, étroitement liés à l'impérialisme, notamment américain, voudraient bien, eux aussi, se débarrasser de la Résistance Palestinienne, mais ils se heurtent, dans leur projet, au peuple libanais qui soutient ses frères palestiniens et qui, face aux provocations impérialistes, veut imposer l'application effective de l'accord conclu ces derniers jours sous l'égide de la Résistance Palestinienne, pour la préservation d'un Liban « unitaire, groupant d'une manière égalitaire les Chrétiens, les Juifs et les Musulmans ».



Le résultat des provocations de la droite libanaise.

Giscard en Grèce QUELLE DEMOCRATIE ? QUELLE INDEPENDANCE ?

Le voyage du chef de file de l'impérialisme français en Grèce est l'occasion pour la presse bourgeoise de célébrer une « indestructible amitié » entre les deux pays, et de procéder à de vibrants parallèles entre deux pays « gaullois ». Indestructible, l'amitié l'est certainement, puisque Pompidou n'a fait que la renforcer lorsque les colonels opprimaient le peuple grec. Maintenant que Caramanlis leur a succédé, on découvre soudainement la volonté du peuple grec d'être libre et indépendant. Qu'en est-il exactement ?

WASHINGTON ET LA CHUTE DES COLONELS

Les promesses faites par Giscard de patronner l'entrée de la Grèce au sein de la CEE ne doivent pas cacher les liens réels qui existent encore entre Caramanlis et l'impérialisme U.S. Le retour de Caramanlis au pouvoir est le fait des USA, et se situe dans leur stratégie globale en Méditerranée. Qu'on se souvienne : avril 1967, la guerre des six jours se prépare et l'OTAN doit être consolidée ; les colonels arrivent au pouvoir ; l'affaiblissement de leur dictature et la montée des luttes du peuple grec menacent de compromettre les positions U.S. dans cette région, alors que s'est déclenchée la guerre d'octobre : Les USA remplacent en novembre 1973 les colonels par des généraux. Néanmoins, les contradictions s'aggravent de jour en jour entre la dictature (encore affaiblie par l'aventure de Chypre) et les masses populaires ; les USA veulent résoudre la « question grecque » en jouant la carte « démocratique » : le 22 juillet 1974, Kissinger annonce des « changements importants » à Athènes ; le lendemain, Caramanlis est de retour.

LA CONTINUITÉ DANS LE CHANGEMENT

De fait, la dictature ouverte a abdicé, mais elle n'a pas disparu. Pour l'essentiel, les fractions de la bourgeoisie qui avaient soutenu la dictature ont joué la carte Caramanlis : son parti de « Nouvelle Démocratie » regroupe la majorité de ceux que l'on nomme pudiquement les « collaborateurs passifs du Fascisme ». Il s'est fixé pour programme « un gouvernement fort et responsable, une épuration en douceur, la libre entreprise pour plus de justice sociale... La restauration de la concorde au sein des forces armées et de l'unité spirituelle entre l'armée et le peuple grecs ». L'armée a fait l'objet d'une épuration qui s'est refusée à toucher à l'essentiel des cadres du fascisme. La condamnation modeste de quelques éléments - la peine maximale est de 25 ans d'emprisonnement pour l'ex-chef de la police militaire - n'a pas empêché une tentative de coup d'Etat en février dernier.

Tout n'a pas cependant été facile pour Caramanlis : hélas pour lui, le peuple grec s'est mis de la partie, montrant une telle haine de l'impérialisme yankee qu'il a bien fallu céder un peu. La lutte des masses populaires a obligé

l'impérialisme U.S. à un repli tactique. Ce repli, Caramanlis en a bien montré les limites : selon lui, la Grèce doit entrer dans la CEE, car seule une Europe unie peut sauver « la démocratie en Europe occidentale ». Dans le même temps où il appelait au renforcement de l'Europe des bourgeoisies contre les peuples, il soulignait que « la Grèce est liée au monde occidental et RESTE FIDÈLE A SES ENGAGEMENTS ». Le retrait de la Grèce de l'OTAN n'est à ses yeux qu'une mesure provisoire, liée au problème de Chypre, dans l'espérance d'un règlement bidon qui puisse endormir la vigilance du peuple grec.

LE PILLAGE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

L'impérialisme français espère néanmoins exploiter ce créneau. Premier partenaire européen - mais l'Allemagne a les dents longues -, la France va profiter des occasions de piller les ressources du peuple grec offertes par le plan de relance de Caramanlis. Ce dernier a, en effet, annoncé son intention de préserver la législation de la dictature sur les investissements étrangers. Les banques grecques sont officiellement prêtes à « collaborer » avec les capitaux étrangers, ce qui n'est pas négligeable quand on sait que les grandes banques grecques sont toutes affiliées avec les grandes banques françaises. Le rapatriement des bénéfices des capitaux étrangers est autorisé : de 67 à 70, 151 millions de dollars sont sortis à titre de dividendes, profits et intérêts perçus par les investisseurs français et autres.

L'impérialisme français est bien placé : en tête vient Pechiney-Aluminium, avec 80 millions de dollars d'exportation, soit 10 % des exportations de biens industriels grecs. Outre le fait que tous les frais d'infrastructure (routes, ports) sont pris en charge par le gouvernement grec, la clause de l'entreprise la plus favorisée a été accordée à Pechiney, afin de bénéficier d'un prix pour l'énergie, inférieur à celui que payent les entreprises grecques. Tout ce pillage se faisant, bien entendu, au nom du peuple grec : Pechiney s'appelle « Société Minière de Grèce », et Pen-narroya « Mines du Laurium ».

Des profits tout aussi juteux sont annoncés pour les biens d'équipement français, aidés dans leurs exportations par le crédit de 200 millions de dollars consenti à la Grèce par un consortium bancaire français. Reste, enfin, le marché de l'armement : il est prévu de livrer, d'ici la fin 76, une quarantaine de Mirages F-1, des vedettes et des blindés, notamment des chars AMX-30. Le tout, pour soi-disant assurer la sécurité de la Grèce contre les visées turques. Le peuple grec, lui, sait que ces armes de l'impérialisme français sont destinées à assurer une seule sécurité : celle de Caramanlis et du marché grec.

Camille NOEL

ONU le social-impérialisme face au Tiers Monde

Le représentant de l'Etat sioniste d'Israël monte à la tribune. Les représentants des pays arabes, de nombreux pays du Tiers Monde et de la Chine Populaire quittent immédiatement la salle. Aux côtés de Kissinger et des pays impérialistes qui soutiennent l'Etat sioniste, reste le représentant soviétique. C'est à la septième session spéciale de l'O.N.U. sur le développement. Deux camps : le camp des pays du Tiers Monde dont l'unité repose sur la lutte des peuples pour leur libération, en face, le camp du pillage et de l'oppression. Dans ce camp, l'Union Soviétique. Tout au long de la session spéciale, c'est la place qu'elle a tenue.

Même si elle n'est pas montée aux premières lignes comme Kissinger, ses interventions sont allées dans le même sens que les propositions U.S. : l'opposition formelle aux pays du Tiers Monde.

« Nous (l'URSS) n'accepterons jamais ni en théorie ni en pratique, la conception d'une division du monde entre riches et pauvres » a proféré Malik, le représentant soviétique : point de vue du « riche » qui veut poursuivre l'exploitation du « pauvre » ; aveu du prétendu « ami des pays du Tiers Monde » - unis dans leur volonté de contrôler leurs richesses naturelles et l'économie de leur pays - qui n'est en réalité, qu'un nouvel ennemi masqué.

DEMAGOGIE DE LA PAIX

Et Malik d'essayer de détourner les débats de la session, en proposant à la conférence de lier la discussion sur le développement à la discussion sur le désarmement.

Double mystification du social-impérialisme. D'une part, il prêche la paix et le désarmement, alors qu'il intensifie ses préparatifs de guerre. D'autre part, il cherche à faire passer les accords entre les deux super-puissances pour favorables aux peuples du Tiers Monde. Alors que, généralement occupés à se disputer, ces deux brigands ne s'entendent que pour mieux opprimer et exploiter. On l'a bien vu au Moyen Orient, en octobre 1973.

Les pays du Tiers Monde ont répondu à l'URSS comme le représentant du Burundi qui ne croit pas que la propagande actuelle sur le désarmement aura un effet positif tant qu'elle n'est pas fondée sur un désir sincère des grandes puissances.

LE SOCIAL-IMPÉRIALISME TOUT NU

Ces propositions de désarmement et autres pacotilles sur la détente sont le masque sous lequel l'URSS présente ses ambitions social-impérialistes, que Malik a ouvertement avouées. Il a proposé aux pays du Tiers Monde « d'entreprendre une coopération industrielle avec l'URSS sur le modèle du COMECON », dont chacun sait qu'il est l'instrument de l'asservissement de l'économie des pays d'Europe de l'Est et de la Mongolie, aux besoins de

l'économie soviétique. Il leur a demandé d'autoriser les organismes soviétiques à participer à l'économie soviétique : Il leur a demandé d'autoriser les organismes soviétiques à participer à la construction de certaines entreprises », bref, sous le prétexte de lutter contre les entreprises multinationales occidentales, l'URSS prétend imposer les multinationales soviétiques aux pays du Tiers Monde.

Les ambitions social-impérialistes, voilà la raison de la haine soviétique contre l'unité du Tiers Monde, des pays pauvres ; en effet, leur revendication d'une économie nationale indépendante, c'est aussi le refus des multinationales made in moscou.

A l'O.N.U., le social-impérialisme s'est montré tout nu. La prétendue amitié qu'il fait miroiter aux pays en voie de développement est apparue comme un masque pour pénétrer dans les pays du Tiers Monde, se glisser à la place de l'impérialisme U.S.

Grégoire CARRAT

QUAND LES SUPER-PUISSANCES AFFAMENT LES PEUPLES

Un accord à long terme d'exportation de blé américain en URSS est en cours de négociation. Ce trafic sur les céréales s'est considérablement développé ces dernières années. Il est la marque de la crise de l'agriculture soviétique incapable de faire face aux besoins nationaux. Mais il a aussi des conséquences très graves à l'échelle internationale, notamment pour les peuples du Tiers Monde. En effet, des années de domination coloniale, la poursuite du néo-colonialisme, ont imposé aux peuples de ces pays les monocultures d'exportation (genre coton, cacao, arachide, etc...) aux dépens des cultures vivrières. Les pays du Tiers Monde se trouvent, de ce fait, importateurs de céréales indispensables à la vie même des masses.

Or, les achats massifs de blé par l'URSS ont fait monter terriblement les prix. Entre 1972 et 1974, les dépenses en achats de céréales par les pays du Tiers Monde sont passées de la sorte de trois à onze milliards de dollars. L'URSS, d'ailleurs, ne s'est pas privée de spéculer, profitant de la montée des prix causée par ses achats massifs : en 1973, elle a ainsi revendu au prix fort ce qu'elle venait d'acheter bon marché.

Cette spéculation sur la faim des peuples est la plus ignoble qu'on puisse imaginer.

ESPAGNE LA SOLIDARITE SE DEVELOPPE

Paris : vibrant meeting de solidarité avec les condamnés à mort

C'est dans une Mutualité comble que s'est ouvert le meeting organisé par le FRAP, avec le soutien actif de plusieurs organisations, dont notre Parti. Les nombreuses personnes massées à l'entrée dès 20 h 30, la détermination avec laquelle, tout au long de la soirée étaient repris des mots d'ordre tels que : « Franco fascista, asesino » donnaient le ton de ce meeting militant et d'une haute tenue. On remarquait dans la salle la présence de très nombreux travailleurs espagnols, d'antifascistes dont le combat ne s'était pas démenti depuis le République.



La camarade du FRAP, récemment évadée des prisons franquistes, reçut une véritable ovation lorsqu'elle dit son émotion de parler devant tant d'antifranquistes réunis et qu'elle appela à renforcer la solidarité. Plusieurs orateurs, dont Constantino Alvarez, membre de l'association des juristes et avocats démocrates espagnols, dénoncèrent les irrégularités juridiques des procès, la procédure « sumarísima » (expéditive), l'absence de preuve autres que des confessions arrachées sous la torture. « Ce sont des otages qu'on veut exécuter » affirmèrent-ils. Ensuite, un camarade de notre Parti prit la parole pour dénoncer les fausses solutions de l'après-franquisme. « Toutes les dictatures fascistes tombent une à une sous la poussée des peuples. Dans leurs salons, les politiciens bourgeois préparent l'après-franquisme. Les révisionnistes de Carillo s'allient aux carlistes et appel-

lent à la collaboration avec la droite « civilisée ». Qui croient-ils pouvoir duper avec leurunte démocratique ? Ni Franco, ni roi, niunte ! République populaire ! »

« Le peuple français, qui a envoyé les meilleurs des siens dans les Brigades Internationales - et ce souvenir nous est particulièrement cher, parce que notre Président André Roustan, s'est engagé dans ces Brigades Internationales à l'âge de 16 ans -, le peuple français qui s'est massivement dressé contre le procès de Burgos en 1970, se battra avec autant de force pour sauver les 10 camarades condamnés à mort. »

Enfin, le FRAP clôtura la série des interventions politiques du meeting qui se poursuivit par de la musique et des chants révolutionnaires. L'intervention du FRAP fut à plusieurs reprises interrompue par les applaudissements,

en particulier lorsqu'il déclara : « Pour les travailleurs exploités, pour les milliers de chômeurs, pour les jeunes sans aucun avenir sous la dictature, pour les centaines de milliers d'émigrants traités comme une marchandise, pour les nationalités opprimées par le franquisme, pour les intellectuels qui n'ont pas la moindre possibilité de s'exprimer, pour la femme opprimée par les lois fascistes, pour tous ceux-là, il n'y a pas d'autre alternative, et cette alternative n'est autre que celle de lutter jusqu'à l'écrasement de ceux qui nous oppriment. » La salle, debout, cria sa détermination de lutter contre le fascisme.

Les orateurs appelèrent à renforcer la solidarité et la vigilance pour sauver les condamnés à mort et empêcher de nouveaux procès, et à participer à la manifestation le lendemain à 16 h à Saint Lazare.

en province nombreuses actions de solidarité

BORDEAUX, jeudi 19 septembre

A l'appel du FRAP, du Comité Espagne Libre, des Comités de soutien à la lutte des peuples d'Espagne, de la CFDT, et de plusieurs autres organisations au premier rang desquelles notre Parti, près d'un millier de personnes ont manifesté aux cris de : « Franco, fasciste, assassin ! A bas la dictature franquiste ! Sauvons Baena, Blanco, Tovar, Garmendia et Otaegui ! »

La manifestation s'est rendue devant le consulat d'Espagne où d'importantes forces de police ont

montré la collusion de la bourgeoisie française avec le fascisme.

LYON, lundi 15 septembre

Lundi soir, à l'appel du FRAP, PCR, CERAP, PDUP, UCJR, une manifestation a eu lieu à Lyon. Elle regroupait malgré une pluie torrentielle, 300 manifestants. Partie de la place Gabriel Péri, un quartier populaire de Lyon, elle s'est dirigée devant le consulat d'Espagne. Les mots d'ordre : « Vie sauve pour les Basques et les militants du FRAP ! Liberté pour tous les prisonniers politiques ! Franco assassin, Giscard-Ponia compli-

ces ! Solidarité avec la lutte des peuples d'Espagne ! » ont été repris très largement dans tous les rangs de la manifestation.

Des travailleurs ainsi que de nombreux jeunes des lycées et des CET, mobilisés malgré la rentrée, participaient à cette manifestation. Sur le parcours, les tracts distribués aux passants étaient généralement lus avec intérêt. Une fois les manifestants rassemblés devant le consulat, deux interventions ont été lues, une en français, l'autre en espagnol. Puis les drapeaux franquistes et US ont été brûlés.



en bref

AFFAIRE CLAUSTRÉ

Françoise Claustre est prisonnière d'Hisène Habré depuis avril 1974. Depuis quelques semaines, elle occupe la première page des journaux et de la télévision. Une vaste campagne « humanitaire » s'organise pour « sauver une victime innocente », menacée d'être fusillée mardi matin si, d'ici là, Hisène Habré n'a pas reçu des fonds et des armes.

Drôle de campagne humanitaire qu'animent des journalistes qui ont tué pendant sept ans les crimes du corps expéditionnaire français au Tchad, des parlementaires qui n'ont jamais dénoncé les massacres de population, le comblement des puits par l'armée française, en pleine période de sécheresse, le terrorisme quotidien de la guerre néo-coloniale contre le peuple tchadien.

Aujourd'hui menacée d'être fusillée, Madame Claustre témoigne que la vie d'une femme ne pèse pas lourd dans les combines de l'impérialisme français.

SADATE CONTINUE

Après avoir confisqué la radio de la Résistance Palestinienne au Caire, Sadate a fermé le siège des écrivains et des journalistes palestiniens au Caire. C'est l'application de la « politique de la paix » de Kissinger, telle qu'elle est définie par l'accord égypto-sioniste.

KISSINGER CONTRE LE TIERS-MONDE

Devant les gouverneurs du sud des USA, Kissinger a affirmé : « ce n'est qu'en agissant avec les autres pays industrialisés que nous pouvons parvenir à réduire notre dépendance à l'égard des pays producteurs ;... Nous les Etats-Unis devons exercer une position dirigeante dans la coopération entre les pays impérialistes. La prétendue bonne volonté des USA, manifestée à l'ONU, c'est la poursuite de la même politique : soumettre les pays du Tiers-Monde en organisant contre eux une coalition des pays impérialistes. »

ALBANIE : « Le bureaucratisme, ennemi dangereux du socialisme »

La lutte contre le bureaucratisme se poursuit en RPA. Le bureaucratisme est « réactionnaire, antimarxiste. Il faut opposer à la confiance bureaucratique, dans la toute puissance de la paperasserie, la confiance dans les contacts avec les masses travailleuses, qu'aucune paperasse ne peut remplacer et qui sont à même de régler pratiquement et efficacement tous les problèmes. La solution : l'éducation idéologique prolétarienne des membres de l'appareil d'Etat, mais aussi « la réduction du personnel et des échelons superflus, la rotation des cadres, la réduction des salaires élevés, la participation des fonctionnaires et des intellectuels au travail direct de la production » afin de créer « un appareil d'Etat aussi libre, aussi souple que possible et lié étroitement aux masses travailleuses. » C'est un combat de toutes les instants, comme le souligne ENVER HOXHA « lorsque la classe ouvrière parle, le bureaucratisme se tait ; lorsque la classe ouvrière se tait, le bureaucratisme relève la tête. »

Deux articles sont consacrés à cette lutte dans les revues « PUNA » (juin 75) et « ALBANIE AUJOURD'HUI » (juillet-août) ; AFA, 21 rue DAUTANCOURT, 75017 PARIS ; 2,50F.

A partir du 29 septembre dans

Cette question, de nombreux travailleurs de notre pays se la posent. A travers les éléments ramenés par ceux qui sont allés dans le pays, les témoignages des Portugais immigrés en France, mais aussi les campagnes de la bourgeoisie et des révisionnistes, chacun essaie de se forger un point de vue.

Le Quotidien du Peuple versera à ce dossier les pièces qu'il a déjà rassemblées : textes politiques importants du Mouvement des Forces Armées, des organisations marxistes léninistes, éléments sur la présence impérialiste, témoignages de camarades qui ont discuté avec les ouvriers, les paysans portugais, dans les diverses régions du pays. Il mettra en discussion la question fondamentale de la nature du processus en cours au Portugal.

Pour que ce débat puisse être riche et animé, nous attendons toutes les contributions, qu'il s'agisse de témoignages, d'appréciations politiques, sur tous les sujets brûlants.

C'est de cette façon, qu'en publiant notre journal quotidien nous entendons forger dans le débat permanent avec les larges masses un point de vue communiste solide.

"le quotidien du peuple"

OU VA

LA REVOLUTION PORTUGAISE

Assemblée générale

des travailleurs de la Lisnave

Les travailleurs de la Lisnave (grand chantier naval de la région de Lisbonne, bastion de la classe ouvrière), ont tenu récemment une assemblée générale. Ils ont décidé de dissoudre la « commission de défense des travailleurs », organisme dominé par les révisionnistes du PCF et qui prétendait les représenter. Ils ont décidé également d'élire une véritable commission de travailleurs, révocables à tout moment,

ceci en contradiction avec une proposition révisionniste qui prétendait procéder sous la forme d'un scrutin de liste bourgeois.

Cette « commission de défense des travailleurs » avait été constituée par le PCP à la faveur de manœuvres donnant autant de « représentativité » à des groupes de trois ingénieurs qu'à des dizaines de travailleurs. Constamment occupée

à collaborer avec le patron, la « CDT » de la Lisnave avait été jusqu'à voter un crédit de 10 millions d'escudos à la municipalité (révisionniste) d'Almada.

Incapable, tout au long de son existence, d'empêcher les ouvriers de la Lisnave d'être à l'avant-garde de la lutte de la classe ouvrière, la « CDT » de la Lisnave reçoit aujourd'hui le sort qu'elle mérite.